Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel nº 404 • Septembre 2009 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2$ can.

Seule la lutte unie et solidaire permet de résister aux attaques !

Alors que les médias nous serinent que “des signes de reprise économique sont déjà là” en France et que “le bout du tunnel” dans la conjoncture internationale nous est promis à l'horizon 2010, les ouvriers font au contraire l'amère expérience d'une nouvelle accélération de la vague de licenciements, de fermetures de sites ou d'entreprises (alors qu'au printemps dernier, le rythme des “plans sociaux” avoisinait déjà les 200 chaque mois). Le nouveau “Pôle emploi” (né de la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC) est débordé. Alors que l'hexagone connaît sa pire période de récession depuis 1949, il est prévu que près de 600 000 emplois (source Mediapart) seront détruits dans le secteur privé pour l'année 2009. Le chiffre officiel du chômage est reparti à la hausse en juillet et son taux devrait repasser la barre au-dessus des 10 % en France d'ici la fin de l'année. 650 000 jeunes arrivent sur le marché du travail et bien peu d'entre eux, même parmi les surdiplômés, ont l'espoir de décrocher un emploi. Cet été, les IXes Rencontres d'Aix-en-Provence, organisées par “le Cercle des économistes”, ont souligné avec gravité les “*chiffres, terrifiants de l'OCDE. D'avril 2008 à avril 2009, le chômage a crû de 40 % dans les pays les plus riches. De 2007 à 2010, il devrait même y avoir 26 millions de chômeurs en plus, un bond de 80 %, sans précédent en si peu de temps. “Le plus gros de la détérioration reste à venir”, a mis en garde Martine Durand, responsable de l'emploi* (…)” (1).

Le chantage à l'emploi, accélérateur des attaques

Aux Etats-Unis, après une forte saignée en 2008 et le choc brutal dans le secteur clé de l'automobile, *“les annonces de suppressions de postes augmentent de 31 %* (…) *Les chiffres de juillet portent à 994 048 le nombre de postes dont la suppression a été annoncée depuis le début de l'année, ce qui correspond à un bond de 72 % sur un an”* (2). La population active diminue, et rien que pour le mois de juillet, on compte 422 000 actifs de moins aux Etats-Unis, un rythme bien plus rapide qu'en juin (155 000) (3). Dans ces conditions, il devient quasiment impossible de retrouver du travail. C'est pour cela que les chômeurs de longue durée, dont le nombre ne cesse de croître de façon vertigineuse, mais aussi maintenant les travailleurs fraîchement licenciés, renoncent à rechercher un emploi. Par ailleurs, la campagne présidentielle du médiatique Obama annonçait qu'une des priorités de sa réforme était de garantir une couverture sociale digne de ce nom, une réelle protection de la santé. Ce à quoi on assiste, comme partout, c'est au contraire à une dégradation très forte puisque les salariés jetés à la rue ne peuvent tout simplement plus se soigner. En effet, selon l'institut Gallup, plus de cinq millions de personnes ont perdu leur contrat d'assurance faute d'argent. Et d'ici la fin de l'année, on pourrait compter 50 millions d'exclus ! (4)

L'Allemagne, qu'on nous présentait il y a quelques décennies comme un “modèle”, est également frappée de plein fouet par la crise. Le numéro un allemand de l'énergie, EON, dans son groupe basé à Düsseldorf, prévoit par exemple la suppression de 10 000 postes en Europe. En plus d'un véritable chantage à l'emploi sur place, et qui partout se généralise, il est précisé que *“les mesures de* (gestion du) *personnel inévitables seront mises en œuvre* (…) *avec des temps partiels, des retraites anticipées, des non-renouvellements de contrats à durée déterminée ou des départs volontaires”* (5).

Partout, pour tous les prolétaires qui ont encore la chance d'avoir un travail, la précarité est devenue la règle avec une pression devenue insoutenable. Le chantage à l'emploi pour baisser les salaires tend à s'étendre pour faire face à une concurrence exacerbée. Certaines entreprises commencent à exiger des baisses de salaires allant de 20 à 40 % ! Dans certains cas, comme à British Airways, on en est même arrivé à demander aux salariés du travail gratuit ! Partout encore, il est prévu de faire reculer l'âge de la retraite, d'augmenter la pression fiscale, de réduire drastiquement les budgets sociaux et les salaires des fonctionnaires ! Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le nombre de suicides liés aux conditions de travail se mette à grimper, notamment en France, où on note “une organisation du travail qui produit 300 à 400 suicides par an et une montée des pathologies mentales” (6). Ceux qui résistent au rythme de la concurrence y laissent leur santé, prennent de plus en plus de risques qui conduisent à des accidents du travail. Désormais, il y a 1,2 million d'accidents du travail par an et 3000 par jour dans le monde. Ces accidents du travail font désormais plus de morts que les guerres !

Une “radicalisation des luttes” ?

Face à cette dégradation violente de ses conditions de vie, le prolétariat démontre qu'il trouve la force et le courage de se battre, même dans un contexte difficile.

Durant l'été, la question des licenciements a tenu la vedette à travers l'hypermédiatisation de certaines luttes et à cause du caractère illégal de ces actions, présentées comme modèle d'une “radicalisation” des luttes ouvrières. Il n'en est rien ! Même si ces luttes restent significatives d'une volonté de se battre, elles restent l'expression d'un manque de perspective.

Par exemple, le 31 juillet, la mort dans l'âme et la rage au ventre, les 366 ouvriers de l'usine New Fabris de Châtellerault, licenciés suite à la liquidation de leur entreprise, ont voté (vote à bulletins secrets, organisé par les syndicats) l'acceptation de la dérisoire indemnité de 12 000 euros, imposée par le ministre Estrosi. Pire, l'indemnité de licenciement se limite à 9000 euros (le versement du complément est conditionné par l'hypothétique revente, via la direction, du matériel et des machines de l'usine). La veille, le 30 juillet, une ultime manifestation dans la ville avait rassemblé entre 2000 et 3000 personnes et obtenu la parti-

(suite page 2)

1) come4news.com
2) latribune.fr.
3) Lepoint.fr
4) L'humanité.fr
5) Romandie.com
6) Lemonde.fr

VIGO (ESPAGNE)

Les méthodes syndicales mènent tout droit à la défaite

Nous publions ci-dessous une version réduite (1) d'un article rédigé par *Acción proletaria*, organe de presse du CCI en Espagne et publié sur notre site en langue espagnole dès le 19 juin.

Il y a trois ans, les métallurgistes de Vigo avaient été les protagonistes d'une lutte qui a obtenu satisfaction pour une bonne partie de ses revendications, en particulier des augmentations de salaire égales pour tous, une mesure unitaire et solidaire qui a amélioré les salaires de tous, tout en favorisant les ouvriers les plus mal payés (2).

Le “secret” de ce succès temporaire est dû au fait que les ouvriers avaient utilisé des méthodes prolétariennes de lutte : la grève est partie d'une petite usine de métallurgie et les travailleurs sont parvenus à gagner la solidarité active de leurs camarades des grandes entreprises voisines des chantiers navals et de l'automobile. Cette solidarité s'est développée grâce à des manifestations massives qui se sont rendues aux portes des usines, en organisant des assemblées communes où chacun pouvait participer et où l'on décidait de comment maintenir l'unité et comment poursuivre la lutte ensemble. En même temps, la grève était dirigée au jour le jour par des assemblées dans la rue ou devant les portes des usines ouvertes à tous où près de 10 000 personnes ont pu participer et dans lesquelles des travailleurs d'autres secteurs étaient invités à prendre la parole. La bourgeoisie, à travers le gouvernement de Zapatero, autoproclamé champion de la “tolérance”, a employé des méthodes exemplaires de tolérance telles que le passage à tabac, l'utilisation de gaz lacrymogènes et toutes sortes de provocations policières pour essayer d'en finir avec cette lutte. Et quand deux ouvriers furent placés en garde-à-vue, plus de 15 000 personnes se sont réunies devant les bâtiments où ils étaient emprisonnés et elles ont imposé leur libération.

Trois ans plus tard, les ouvriers de Vigo reprennent la lutte

Depuis la fin avril, la lutte de classe est de retour à Vigo. Les quelques miettes obtenues en 2006 ont été balayées par la bourrasque de la crise. Un travailleur le disait : “Ça va très très mal. Soit on lutte, soit on meurt”. Les soucis, les tensions, l'anxiété, sont palpables, le futur est plus que sombre, “je finirai au chômage et, alors, qu'est-ce que j'aurai pour mes quatre enfants ?”, se demandait un autre ouvrier.

Mais le changement principal se trouve dans la politique menée par les syndicats.

En 2006, l'élan impulsé par une majorité de jeunes ouvriers avait surpris les syndicats. Dans les assemblées, ceux-ci rejetaient les propositions ouvrières, ce qui provoqua de l'indignation et de nombreuses cartes syndicales furent déchirées. Les manifestations massives n'ont pas pu être arrêtées par les syndicats, malgré leurs tentatives de les “recycler” en actions violentes ou en “arrêts de travail de 24 heures” qui leur auraient permis de contrôler fermement le terrain et d'empêcher les initiatives autonomes et le contact direct entre ouvriers de différents sites.

En 2009, par contre, les syndicats ont pris les devants. Ils ont imposé la camisole de force des “journées de lutte” qu'ils dosent, contrôlent et convoquent à leur convenance. Enfermés dans ce corset, les ouvriers éprouvent, au moment où nous écrivons, de grandes difficultés pour développer leurs initiatives, leur solidarité, leurs actions.

Lors de la journée de lutte du 5 mai à la fin de la manifestation, les ouvriers se sont regroupés dans une assemblée générale sur la place Do Rei. Mais à la différence de 2006, sous prétexte de laisser la parole aux représentants de

1) La version intégrale se trouve sur notre site en langue française.
2) *Révolution internationale* nº 369, juin 2006, “Grève de la métallurgie à Vigo en Espagne : une avancée dans la lutte prolétarienne”.

M 02485 - 404 - F: 1,30 €

Dans ce numéro

Comment les syndicats sabotent les efforts des ouvriers pour lutter

La direction de Freescale (ex Motorola), à Toulouse, a annoncé le 22 avril la fin de la production à Toulouse, ce qui représente plus de 800 licenciements, auxquels se rajoutent ceux du secteur de la téléphonie, 250 personnes et ceux de l'importante sous-traitance sur la région. En tout, cela va concerner plus de 3000 salariés. Cela intervient quasi en même temps que la fermeture de l'usine de Crolles, près de Grenoble, celle d'East Kilbride en Ecosse ainsi que celle de Sendai au Japon. Cette "restructuration" doit être réglée avant fin 2011.

Il s'agit là d'une des nombreuses attaques aux conditions de vie de la classe ouvrière que le capitalisme en faillite lui réserve. Pour les familles frappées par les licenciements, ici comme ailleurs, c'est l'angoisse d'une perspective de misère car chacun sait que s'il parvient à retrouver un travail, il y a de grandes chances pour que ce soit un emploi de survie sous payé. Pas étonnant que ces ouvriers, eux aussi, aient ressenti ces annonces comme un grand coup sur la tête. Lancer immédiatement un appel à la solidarité des autres ouvriers de la région, cela n'est même pas évoqué par les syndicats, ce qui n'est pas fait pour nous étonner, mais qui est à souligner. Les ouvriers, eux, sous l'impulsion d'une minorité d'entre eux, vont développer des efforts pour organiser leur lutte.

Leur première réaction est qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur le discours de la direction concernant les reclassements. D'ailleurs, début mai, lorsque le directeur réunit l'équipe de nuit (l'usine fonctionne en 6 équipes) pour lui présenter le cabinet conseil qui allait s'occuper des reconversions, il est pris à partie par les ouvriers qui lui demandent s'il ne se moque pas d'eux, le traitant de menteur. La quasi-totalité des 120 ouvriers présents ce soir-là se sont levés et ont quitté la salle. Face à la colère qui se développe, la direction et les syndicats orientent vers des AG par équipe. Parmi les ouvriers, les plus combatifs proposent qu'une fois par semaine il y ait une AG commune afin que les décisions soient prises collectivement. Cette proposition recueille l'accord des ouvriers et les syndicats sont obligés de suivre. Face aux divisions syndicales bien connus, les ouvriers demandent aux syndicats de laisser de côté leurs querelles et de s'unir en intersyndicale, pensant par là qu'ils seraient mieux défendus. FO, UNSA, CFE-CGC, CGT, CFDT et CFTC annoncent alors comme une grande réussite qu'ils sont d'accord pour créer une intersyndicale. Cette intersyndicale propose que chaque équipe élise 4 délégués chacune afin d'assister, comme observateurs, aux négociations avec la direction. Il deviendra clair pour beaucoup d'ouvriers qu'il s'agissait là d'une ruse des syndicats ayant pour but de faire semblant d'accepter que les ouvriers participent, tout en les transformant en simples observateurs. Cela leur permettait de garder le contrôle total sur les événements. Face à cette ruse, une minorité d'ouvriers interviendra dans l'AG pour défendre la souveraineté de celle-ci, dire que c'est elle qui doit décider et non l'intersyndicale. Cela recueillera l'approbation d'une partie des ouvriers.

La direction propose alors une série de négociations qui ont lieu chaque jeudi. Évidemment, les négociations n'avancent pas. Direction et syndicats les font traîner pour démoraliser les ouvriers. Les querelles entre les syndicats se réveillent bien opportunément afin de commencer à organiser la division. La majorité des ouvriers est exaspérée. A la mi-mai, l'AG de l'équipe de nuit décide de ne plus laisser les syndicats mener les discussions et décident qu'il revient aux ouvriers de porter eux-mêmes leurs revendications à la direction. Cela est discuté à l'AG commune qui suit, celle du lundi. C'est alors que la majorité des syndicats déclare qu'elle ne reconnaît plus la souveraineté de l'AG et appelle ses adhérents à des AG parallèles dans le but de faire des "propositions constructives à la direction !" (cela permettra en effet à la direction de trouver les propositions de FO très constructives !). La CGT et la CFDT, quant à elles, déclarent qu'elles continuent à reconnaître la souveraineté de l'AG (mais nous le verrons, pour mieux reprendre les choses en main). Du coup, à cette AG, ce sont les ouvriers délégués par chacune des équipes qui mènent les débats. On y parle d'interpeller la direction sur la lenteur des négociations et de menacer d'organiser l'AG devant l'usine pour faire connaître le mouvement.

A l'AG commune suivante, il est discuté d'un communiqué-tract à distribuer autour de soi ainsi qu'à la manif du 13 juin, occasion pour essayer de rencontrer d'autres ouvriers. L'idée du tract est acceptée mais les syndicats, en fait, vont essayer de ne pas le porter à la connaissance des médias pour y substituer leur propre communiqué. C'est sous la pression des ouvriers qu'ils le feront.

Face à l'impasse des négociations qui perdure, la colère des ouvriers les pousse à des débrayages pendant lesquels ils vont distribuer leur tract aux automobilistes qui passent devant l'usine. Au cours de ces distributions, de nombreux ouvriers manifestent leur solidarité. Mais la conscience de la nécessité d'une recherche active de solidarité avec les autres ouvriers n'est encore qu'embryonnaire et les syndicats l'étoufferont rapidement. De fait, pour la manif du 13 juin, les syndicats avaient préparé leur coup, et il a marché. Ils distribuent des sifflets aux ouvriers lesquels, au lieu d'aller parler avec ceux de Molex par exemple, se défoulent avec leurs sifflets, toute discussion étant ainsi impossible. Les ouvriers n'ont pas réussi à dépasser ce barrage syndical.

Le 18 juin, la colère domine encore. Une grève éclate, elle durera 72 heures. Une fois terminée, les syndicats vont essayer de la faire redémarrer, alors qu'on est à la veille des vacances, dans le but évident d'épuiser les plus combatifs. Une minorité rappelle alors que la dernière AG avait dit que ce n'était plus, à la veille des vacances, le moment de lutter dans l'isolement total. Des syndicalistes les accusent alors d'être contre la lutte. L'un d'eux tentera même d'en découdre physiquement. Mais devant le vote de l'AG qui se prononce contre la grève maintenant, ce dernier se sentira obligé de s'excuser, ce qui sera l'occasion de faire une déclaration bien accueillie par l'AG sur le fait qu'entre ouvriers, on essaie de se convaincre, mais on n'en vient pas aux mains.

Quelle pourra être la suite à la rentrée ? CGT et CFDT ont repris les choses en main. Il n'y a pas encore une conscience suffisamment claire de ce que représentent les syndicats et du fait qu'ils sont des rouages de l'Etat au sein de la classe ouvrière. Mais une réflexion commence.

Pendant les 72 heures de grève un ancien ouvrier de cette usine est venu apporter sa solidarité et a raconté la grève de 1973 en disant notamment : "nous, on n'avait pas fait confiance aux syndicats et on s'était organisé entre nous" et cela a frappé les ouvriers.

Oui, il faut garder le contrôle des AG et réaliser que ce qui constitue une force : la solidarité ouvrière. La distribution du tract aux automobilistes et l'accueil chaleureux reçu montrent que cette solidarité existe potentiellement et qu'il nous faut la développer [1]. Il ne s'agit plus alors de la lutte des Freescale, des Molex ou des Conti, mais d'une lutte de la classe ouvrière. Et cela seul fait peur aux entreprises et à l'Etat, et donc aux syndicats. Cela nous permet de renforcer la confiance en nous.

G (5 juillet)

1) Non comme le proposaient les syndicats en allant se montrer au Tour de France cycliste !

Suite de la page 1

Seule la lutte unie et solidaire...

cipation d'autres entreprises des environs (ouvriers de Magnati Marelli, des hospitaliers du CHU, des postiers, des journalistes licenciés de *la Nouvelle République* ainsi que des délégations syndicales de Continental, de Molex, d'Aubade, de l'usine Ford de Bordeaux, ou de plusieurs sites comme Renault, Valeo, Thales, TDF, Freescale…) mais, contrairement à ce que cette mobilisation d'autres secteurs ouvriers pouvait faire espérer, leur sort était déjà scellé. En effet, depuis un mois et demi, ils avaient été isolés et placés sous les projecteurs des médias en menaçant de faire sauter l'usine et en plaçant devant celle-ci des bonbonnes de gaz… vides, contre une modeste revendication de prime de départ de 30 000 euros[7]. Dans la foulée de cas similaires, comme celui des 480 employés de l'usine Nortel de Châteaufort dans les Yvelines (qui avaient renoncé 15 jours auparavant à ce "moyen de pression" ou ceux de JLG à Tonneins dans le Sud-Ouest), l'accent a été mis sur une série de séquestrations de patrons ou de cadres (Caterpillar à Grenoble, Molex près de Toulouse…).

Toutes ces actions ou ces "menaces" sont avant tout l'expression d'un sentiment d'impuissance. Alors que les médias ont mis en avant que l'utilisation de ces moyens de lutte était l'expression d'une "radicalité" débordant les appareils syndicaux, qui s'exprimait ainsi à cause de la faiblesse des syndicats, la réalité est exactement à l'opposé. Ce sont en fait les cadres syndicaux locaux de l'entreprise qui n'ont cessé d'encourager en sous-main le recours à ce type d'actions (même si elles sont hautement désapprouvées par les centrales nationales syndicales elles-mêmes).

Xavier Mathieu, un de ces délégués CGT "radicaux" de l'usine Continental à Clairoix, a déclaré au micro de *France Info* le 17 août en s'en prenant aux dirigeants des grandes centrales syndicales : *"Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille"*. C'est tout à fait vrai. Ce "coup de gueule" contre les dirigeants syndicaux nationaux est partagé par beaucoup d'ouvriers, syndicalistes "à la base", qui cherchent à mettre en avant une aspiration illusoire de "faire du vrai syndicalisme". Mais il arrange également bien les syndicats comme l'ensemble de la bourgeoisie, car il traduit une tentative nécessaire pour redorer l'image du syndicalisme, singulièrement terni depuis le sabotage des luttes de ces dernières années qui ont permis aux différents gouvernements de faire passer la liquidation des régimes spéciaux de retraite, puis toutes ses autres attaques.

Les syndicats comme l'ensemble de la bourgeoisie profitent du fait que la pression actuelle du chômage et des licenciements massifs ne favorisent pas le développement de luttes massives mais, au contraire, la dispersion des réactions ouvrières comme la tendance à provoquer une certaine paralysie momentanée de l'ensemble de la classe ouvrière qui voit ces réactions avec une sympathie réelle. Face aux fermetures d'entreprises, l'arme de la grève tend à perdre son efficacité, accentuant le sentiment d'impuissance des travailleurs. Les ouvriers se retrouvent souvent dos au mur, poussés à réagir chacun dans leur coin, à cause de ce désarroi, de ce sentiment d'impuissance qu'elles génèrent, avec le traumatisme lié à la perte d'emploi. Mais la bourgeoise pourra de moins en moins utiliser cette situation pour susciter une division, voire une opposition entre ceux qui perdent leur travail et ceux qui ont le "privilège" de le conserver. S'il est difficile pour la classe ouvrière de riposter par une réponse d'envergure face aux attaques, celle-ci n'a pas pour autant renoncée à lutter pour la défense de ses intérêts alors que le manque actuel de perspective immédiate pousse la plupart d'entre elles, notamment dans les pays développés, à rester encore fortement sous l'emprise des syndicats.

L'expérience montre à la classe ouvrière qu'elle est capable de développer une réflexion collective animée par le besoin de développer ses luttes. Ce n'est qu'en tirant la leçon de la situation présente que seule la lutte unie et solidaire peut freiner la brutalité des attaques et de l'exploitation, et qu'elle sera en mesure de résister aux chantages de la bourgeoisie. Et c'est à travers la reconquête de sa capacité à prendre en mains ses luttes qu'elle pourra franchir une nouvelle étape dans son combat contre le capitalisme. Cette perspective est toujours présente.

W (28 août)

7) *Le Nouvel observateur* du 23 juillet va jusqu'à reconnaître que les 30 000 euros réclamés par les salariés de New Fabris ne pèsent plus que 22 fois le SMIC alors qu'en 1988, les ouvriers licenciés des chantiers navals de La Ciotat avaient reçu de l'Etat une prime de départ de 30 500 euros en 1988, équivalant à 40 SMIC de l'époque, soit une baise de 45 % en 20 ans !

Incendies de forêts

Ce n'est pas le feu qui détruit la nature mais le capitalisme

Mi-août 2009, 200 000 hectares de forêts ont déjà brûlé sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Telles sont les estimations du très sérieux "Système européen d'information sur les feux de forêt" (EFFIS) qui souligne que ce chiffre dépasse de 20 000 hectares ceux de 2008 (hors incendies égaux ou de moins de 40 hectares, dont le nombre est au final loin d'être négligeable). Grèce, Espagne, Italie, Turquie, France, mais aussi Portugal au printemps, Suède et Norvège en juin, ont connu une année particulièrement catastrophique, alors que les pouvoirs publics européens se vantaient d'avoir pu réduire drastiquement les plus de 480 000 hectares brûlés annuellement depuis 1980. En Californie, des dizaines de milliers de citadins ont dû être précipitamment évacués d'urgence à plusieurs reprises ces derniers mois. En Italie du Sud, 4000 touristes ont dû être évacués *in extremis* face à l'avancé des flammes, etc.

Evidemment, sont incriminées au premier chef les conditions météorologiques particulièrement défavorables de cette année, au regard de 2008, où "le niveau de risque d'incendie était faible sur le pourtour méditerranéen" en raison de l'été pluvieux. Mais en Grèce, malgré ce risque diminué d'incendies, 15 000 ha avaient brûlé près de la ville de Rhodes et alors que l'année précédente, en 2007, un incendie avait tué 77 personnes et brûlé 250 000 ha de forêts au nord d'Athènes... Le gouvernement grec n'avait pris aucune mesure pour garantir à la population un minimum de sécurité. Résultat, cette année, avec la sécheresse de l'été, c'est aux portes mêmes de la capitale que le feu a une nouvelle fois sévi, avec une virulence accrue. Durant trois jours, l'incendie a fait rage, le gouvernement ne laissant à la population que le choix d'être évacuée ou de mourir dans les flammes. Un même gouvernement qui constate encore que les feux de cette année ne dépassent guère la moyenne observée depuis 1980 ! Cette incurie des dirigeants grecs a une fois de plus provoqué la colère de la population et a été largement soulignée. Les médias français n'ont d'ailleurs eu de cesse d'enfoncer le clou. Ils ont été bien moins loquaces pour dénoncer les incendies qui ont ravagé 1300 hectares près de Marseille, de même que les 7000 ha détruites en Corse, comme par hasard aux sorties de trois zones urbaines. Bien sûr, des conditions de sécheresse peuvent rendre incontrôlables des départs de feu, bien sûr, on ne peut pas tout prévoir ; mais ce qui est sûr et certain, c'est l'implication des promoteurs immobiliers ou des exploitants de l'agriculture intensive, purs produits d'un capitalisme en folie qui sont prêts à tout pour leurs profits en accord et avec l'appui mafieux des notables locaux et des grands commis d'Etat délivrant des permis de construire dans les zones à haut risque. C'est ensuite en toute hypocrisie que ces derniers font semblant de se mobiliser pour persuader "l'opinion" qu'ils cherchent à résoudre le problème. Ainsi, l'hebdomadaire satirique *le Canard enchaîné* a-t-il dénoncé dans son édition du 5 août la triste mascarade à laquelle se livrent les pouvoirs publics français afin de faire croire à une intense activité contre les incendiaires. On arrête deux boucs-émissaires pyromanes ici ou un autre lampiste là, et le tour est joué !

Le feu, l'eau, la terre et l'air : le capitalisme contamine ou rend dangereux, voire meurtrier pour l'homme, tous les éléments naturels.

Wilma (27 août)

Le prolétariat n'a pas de camp à choisir dans un affrontement entre brigands

Nous publions ci-dessous la traduction d'une prise de position (en date du 12 juillet 2009) d'Internacionalismo, notre section au Venezuela, sur l'affrontement auquel on assiste actuellement au Honduras.

La crise politique qui s'est déchaînée au Honduras, avec le coup d'Etat contre le président Manuel Zelaya dimanche 28 juin, n'est pas "un coup d'Etat de plus" dans cette pauvre et petite "république bananière" de 7,5 millions d'habitants. Cet événement a des répercussions géopolitiques importantes et aussi au niveau de la lutte de classe.

Les faits

Zelaya, patron et membre de l'oligarchie hondurienne, a commencé son mandat début 2006. Il était le candidat du Parti libéral du Honduras, la droite. Depuis l'an dernier, il a commencé un rapprochement pour obtenir le "label" chaviste du "socialisme du XXIe siècle"; en août 2008, avec le soutien de son parti, il a obtenu que la chambre des députés approuve l'incorporation du Honduras à l'ALBA (Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes), mécanisme créé par l'administration de Chavez pour contrecarrer l'influence de l'ALCA (Association de Libre échange pour les Amériques) promue par les Etats-Unis. Cet accord, très critiqué par certaines fractions politiques et patronales, rendrait plus aisé le paiement d'une facture pétrolière qui représente un poids très lourd sur l'économie hondurienne.

En entrant dans l'ALBA, le Honduras pourrait bénéficier d'un crédit de 400 millions de dollars pour acheter du pétrole au Venezuela qui serait remboursé dans des conditions très avantageuses; voilà une "aide" importante pour un pays avec un PIB de 11 milliards de dollars selon les données statistiques de la CEPAL pour 2006, avec un paiement pour l'importation d'hydrocarbures qui a dépassé 30 % du PIB, selon la même source. Mais le "socialisme du XXIe siècle" n'est pas un simple label commercial : il exige que les gouvernements qui achètent cette "franchise" appliquent une série de mesures populistes à tendance de gauche; il faut que l'Exécutif contrôle ouvertement les institutions de l'Etat et les pouvoirs publics, il faut qu'il s'attaque de front aux vieilles "oligarchies" nationales. Et c'est ainsi que Zelaya a fait un virage politique à 180º en quelques mois : il était un libéral de droite et il est presque devenu un gauchiste défenseur des pauvres et du "socialisme".

Les élections étant proches (novembre 2009), à partir du mois de février, Zelaya met la pression sur les institutions de l'Etat pour promouvoir sa réélection, ce qui provoque des conflits entre l'exécutif et les autres pouvoirs publics et même au sein de son propre parti. En mai dernier, en s'appuyant sur des organisations populaires et syndicales, il fait pression sur les forces armées pour l'organisation d'un référendum sur la réforme de la constitution en vue d'une réélection; le haut-commandement militaire refuse. Le 24 juin, Zelaya révoque le chef de l'état-major, qui est immédiatement rétabli dans ses fonctions par la Cour suprême de Justice, ce qui devient l'amorce du coup d'Etat du 28 juin, date initialement prévue par l'Exécutif pour le référendum. Ce jour-là, Zelaya est contraint par des militaires de quitter "en pyjama et sans chaussettes" Tegucigalpa (capitale du Honduras) pour San José (capital du Costa Rica). Avec le soutien de l'armée et de la Cour suprême, le Congrès désigne Roberto Micheletti (président du Congrès) nouveau Président de la République.

Notre analyse

Il est évident qu'à la racine de la crise politique au Honduras se trouvent les desseins impérialistes du Venezuela dans la région. Dans la mesure où le chavisme s'est consolidé, la bourgeoisie vénézuélienne a fait des avancées au profit de ses intérêts géopolitiques, ce qui n'est pas du tout nouveau, afin de faire du Venezuela une puissance régionale; c'est avec cet objectif qu'elle brandit la bannière idéologique du "socialisme du XXIe siècle", qui s'appuie sur les couches les plus paupérisées et utilise le pétrole et l'argent du pétrole en tant qu'arme pour convaincre et pour contraindre. La croissance de la paupérisation, la décomposition des vieilles classes dirigeantes et l'affaiblissement géopolitique des Etats-Unis dans le monde ont permis à la bourgeoisie vénézuélienne de faire progresser son projet auprès de plusieurs pays de la région : Bolivie, Équateur, Nicaragua, Honduras et quelques autres pays de la zone caraïbe.

Ses caractéristiques populistes et son anti-américanisme "radical" exigent que le projet chaviste ait un contrôle total des institutions de l'Etat, exigent le montage d'une polarisation politique autour de "riches contre pauvres", "une poignée d'oligarques contre le peuple", etc., ce qui le transforme en une source permanente de tensions et d'instabilité pour le capital national lui-même. Pour que ce projet puisse être un tant soit peu réalisé, il requiert en plus le changement des Constitutions par la création d'Assemblées constituantes qui donnent une base légale aux changements nécessaires pour consolider les nouvelles élites "socialistes" au pouvoir, en faisant la promotion de la réélection présidentielle entre autres mesures. Cette recette cuisinée par le chavisme est bien connue par toutes les bourgeoisies de la région.

Le Honduras est un objectif de grande valeur pour le chavisme : ce pays lui permettra de posséder une tête de pont en Amérique centrale sur l'Atlantique par le port de Cortés, qui sert aussi pour le commerce extérieur du Salvador et du Nicaragua; de cette manière, le Venezuela disposerait d'un "canal" terrestre qui unirait l'Atlantique et le Pacifique, au travers le Nicaragua. D'un autre coté, le fait de contrôler le Nicaragua et le Honduras, favoriserait le contrôle de la part du chavisme sur le Salvador, ce qui entraverait le développement du Plan-Puebla-Panama [1] proposé par le Mexique et les Etats-Unis.

D'un autre côté, le Honduras possède les conditions "naturelles" pour le développement du projet populiste de gauche de Chavez, car c'est le pays le plus pauvre des Amériques après Haïti et la Bolivie. La masse des pauvres que la crise ne fait qu'augmenter inexorablement est la principale consommatrice des faux espoirs pour sortir de sa situation de misère, des espoirs qui font partie du livre des recettes du "socialisme du XXIe siècle". C'est à ces masses que le message chaviste est adressé, des masses dont il a besoin d'une mobilisation permanente avec le soutien des syndicats et des partis de gauche et gauchistes, des organisations sociales paysannes, les indigénistes, etc.

1) Ce PPP est une proposition de "développement socio-économique" du Sud mexicain et des sept pays d'Amérique centrale pour renforcer l'intégration régionale.

Le bal des hypocrites

Peu de temps avant le coup d'Etat, Chavez avait déjà mis en marche sa stratégie géopolitique, en alertant les présidents "amis", en dénonçant les militaires "gorilles", etc. Une fois le putsch consommé, il convoqua tous les pays appartenant à l'ALBA où il annonça l'arrêt des envois de pétrole au Honduras et menaça d'envoyer des troupes au cas où l'ambassade vénézuélienne à Tegucigalpa serait attaquée. Il mit aussi à la disposition de Zelaya les ressources de l'Etat vénézuélien : le ministre des Affaires étrangères est devenu le conseiller personnel du président destitué et il l'accompagne dans ses voyages dans plusieurs pays; les médias d'Etat, surtout le canal international TV-Telesur, transmet sans arrêt des informations sur Zelaya, le présentant comme une victime, grand humaniste et défenseur des pauvres.

Chavez ne cesse de faire des appels insistants aux "peuples des Amériques" pour défendre la démocratie menacée par ces "gorilles militaires putschistes", peut-être pour qu'on oublie le fait que lui-même fut l'un d'eux quand il s'est mis à la tête d'un putsch au Venezuela contre le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez, en 1992. Et ce sont justement ces "militaires gorilles", cette police de l'Etat chaviste et ses troupes de choc qui répriment non seulement les manifestations des opposants au régime, mais surtout les luttes mêmes des travailleurs au Venezuela, tel qu'*Internacionalismo* l'a dénoncé [2].

Mais dans ce bal des hypocrites il y a aussi évidemment l'autre partenaire : le reste de ce qu'on appelle la "communauté internationale". L'OEA, l'ONU, l'UE et bien d'autres pays ont condamné le putsch et ont demandé le retour de Zelaya; beaucoup d'entre eux ont retiré leurs ambassadeurs du Honduras. Mais ce n'est là que de la pure comédie à usage médiatique pour la galerie, pour essayer de rendre présentable une démocratie bourgeoise bien mal en point, et ses organisations en perte constante de crédibilité.

Quel est le comportement de l'administration des Etats-Unis face à cette crise ?

A la surprise de la "gauche" et de ses appendices "gauchistes", les Etats-Unis aussi ont condamné le putsch et ont demandé la remise en place de Zelaya. D'après la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton elle-même, l'ambassade des Etats-Unis à Tegucigalpa et Tom Shannon, sous-secrétaire d'Etat pour l'hémisphère occidental, ont pris une part active dans les tentatives de médiation pendant les mois précédant le putsch pour, selon eux, éviter que la crise n'éclate. On peut se demander : est-ce que les Etats-Unis ont perdu le contrôle du problème ? Est-ce que la diplomatie étatsunienne a perdu autant la main dans la région depuis l'administration Bush ?

2) Lire, en espagnol, "El Estado "socialista" de Chavez nuevamente reprime y asesina proletarios".

L'hypothèse n'est pas à écarter qu'en effet les Etats-Unis ne soient pas arrivés à contrôler les différentes factions de la bourgeoisie qui s'affrontent, ce qui serait l'expression du degré de décomposition dans les rangs de la bourgeoisie et des faiblesses géopolitiques des Etats-Unis dans leur propre "arrière-cour", au point de leur rendre difficile la possibilité de contrecarrer les effets du néo-populisme de gauche des gouvernements où les présidents ont été élus par les voies "démocratiques" (souvent à une large majorité), mais qui, dès qu'ils sont installés au pouvoir, deviennent ouvertement des dictatures en maintenant seulement une très mince couche de vernis démocratique.

Cependant, nous ne pensons pas que cela corresponde à la réalité. En condamnant le putsch et en exigeant le retour de Zelaya, les Etats-Unis utilisent la crise hondurienne pour essayer de "redorer leur blason" vis-à-vis des Etats de la région, blason bien terni par l'administration Bush. Si Obama avait agi comme Bush (lorsque, par exemple, celui-ci soutint le putsch raté contre Chavez en avril 2002), il aurait fourni des arguments pour rallumer l'anti-américanisme dans la région et affaiblir la stratégie d'ouverture diplomatique adoptée la nouvelle administration.

Il n'est pas à écarter que les Etats-Unis aient laissé la crise hondurienne "suivre son chemin" pour l'utiliser contre le chavisme dans la région. En agissant ainsi, les Etats-Unis forcent Chavez à se découvrir et à défendre son "élève et protégé" Zelaya, en montrant son rôle patent de pyromane dans la crise hondurienne. Cela permet, par ailleurs, de mettre en avant que l'OEA et d'autres dirigeants de la région essayent de régler une crise où les Etats-Unis ne seraient "qu'un participant parmi d'autres". Ainsi, c'est la "communauté des Etats américains" [3] tout entière qui serait responsable du dénouement malheureux de la crise, alors même qu'il apparaît de plus en plus évident que la responsabilité de la crise incombe à Chavez et Zelaya. Le rejet du nouveau gouvernement hondurien de la demande de l'OEA de remettre Zelaya à son poste, "l'échec" de la démarche d'Insulza lors de son voyage du 3 juillet à Tegucigalpa et les actions du gouvernement de Micheletti pour empêcher l'atterrissage de l'avion vénézuélien qui transportait Zelaya depuis Washington dimanche 5 juillet, ont aggravé la crise et ont mis Chavez hors de lui, qui a dénoncé derrière ces événements la main de "l'impérialisme yankee" et a exigé d'Obama, "victime de cet impérialisme", qu'il intervienne plus énergiquement au Honduras !

3) L'OEA est l'organisation des Etats américains, un organisme continental crée au début de la guerre froide sous le contrôle des Etats-Unis contre le bloc de l'URSS. L'adjectif "américain" doit être évidemment compris dans son sens propre, continental. Le secrétaire général de cette OEA est le chilien J.M. Insulza.

Il est certain que la situation est assez compliquée pour les Etats-Unis. D'un côté, il leur faut donner une leçon à Chavez et à ses alliés; et d'un autre côté, cette situation pourrait dégénérer vers une situation explosive maintenant que la puissance nord-américaine a d'autres priorités géopolitiques telles que l'intervention en Afghanistan, la crise avec l'Iran, la Corée du Nord, etc. Par ailleurs, la décomposition de la bourgeoisie hondurienne elle-même et de toute la région en général, Venezuela inclus, pourrait générer une situation incontrôlable.

On vient d'apprendre que Zelaya avait accepté la médiation du président du Costa Rica Oscar Arias, à la demande de la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton; ce qui donne une idée du rôle central des Etats-Unis dans cette crise.

Quelles sont les conséquences pour le prolétariat ?

Il est clair que cette crise renforce la bourgeoisie contre le prolétariat. Que Zelaya rentre ou pas dans son pays, il est clair que l'affrontement politique entre fractions bourgeoises rivales s'est déjà installé au Honduras et qu'il va se renforcer. En ce sens, c'est une source de division et de confrontation au sein de la classe ouvrière elle-même, tel que nous le voyons au Venezuela, en Bolivie, au Nicaragua et en Équateur.

La crise va accentuer la pauvreté dans l'un des pays les plus pauvres d'Amérique centrale : l'argent que les émigrés honduriens envoient à leurs familles (autour de 25 % du PIB !) a commencé à diminuer. Par ailleurs, la décomposition sociale qui condamne des milliers de jeunes à "vivre" d'agressions en bande, des crimes et de la drogue, va inévitablement s'accélérer avec la crise et la décomposition politique dans les rangs de la bourgeoise. Cette masse paupérisée est un bouillon de culture qui favorise le surgissement d'autres Chavez locaux et régionaux qui sèment de faux espoirs au sein des masses paupérisées, mais dont nous savons très bien qu'ils ne présentent pas la moindre issue.

C'est pour cela que le prolétariat hondurien, régional ou mondial et le milieu internationaliste avec lui doivent rejeter clairement tout soutien aux forces bourgeoises nationales ou régionales en lutte; ils doivent rejeter cette confrontation induite par des conflits entre fractions bourgeoises, qui ont déjà pris pas mal de vies dans la région, des vies prolétarienne entre autres. L'affrontement au Honduras est l'expression du fait que le capitalisme s'enfonce de plus en plus dans la décomposition qui amène à des affrontements entre factions de la bourgeoisie sur le plan intérieur et entre les grandes, les moyennes et les petites puissances sur le plan régional; ces affrontements vont être exacerbés par la crise.

Malgré sa faiblesse numérique, seule la lutte du prolétariat hondurien sur son terrain de classe, soutenu par la lutte du prolétariat régional et mondial pourra mettre un terme à toute cette barbarie.

Internacionalismo

Le “darwinisme social”, une idéologie réactionnaire du capitalisme

Les faits et causes qui ont permis à l’espèce humaine de parvenir à la civilisation constituent un des sujets qui ont le plus préoccupé les philosophes et penseurs au cours des siècles. Il ne s’agit rien de moins que de découvrir le moteur de l’histoire. En 1848, la parution du *Manifeste communiste* offre une vision révolutionnaire de la question, qui place l’homme et son activité, sur un plan social, au cœur du progrès historique. Cette vision ne peut évidemment satisfaire la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, qui vit avec enthousiasme la pleine ascension du système capitaliste. D’une part, cette ascension se fonde sur une idéologie particulièrement axée sur l’individualisme, et d’autre part, il est bien trop tôt pour la bourgeoisie de concevoir, même sur un plan strictement intellectuel, la possibilité d’un dépassement du capitalisme.

Quand onze ans plus tard, Charles Darwin publie le résultat de ses travaux sur l’évolution des organismes comme résultant de la sélection naturelle, il est dès lors tentant pour la bourgeoisie d’y trouver une piste d’exploration du développement des sociétés humaines qui serait basé justement sur des mécanismes de sélection des individus les plus adaptés. Cette tendance, que l’on regroupe sous le terme “darwinisme social” est toujours active aujourd’hui même si ses hypothèses restent largement encore à démontrer et si son postulat de départ, la lutte compétitive pour l’existence, sera rapidement écarté par Darwin lui-même pour ce qui concerne l’évolution de l’homme [1].

Définition du “darwinisme social”

“Le darwinisme social est une forme de sociologie dont les postulats sont :

“*a)* que, l’Homme faisant partie de la nature, les lois des sociétés humaines sont, directement ou presque directement, celles des lois de la nature ;

“*b)* que ces lois de la nature sont la survivance du plus apte, la lutte pour la vie et les lois de l’hérédité ;

“*c)* qu’il est nécessaire pour le bien-être de l’humanité de veiller au bon fonctionnement de ces lois dans la société.

“Ainsi entendu, le darwinisme social peut être historiquement défini comme la branche de l’évolutionnisme qui postule un écart minimal, ou nul, entre lois de la nature et lois sociales, toutes deux soumises à la survivance du plus apte, et considère que ces lois de la nature fournissent directement une morale et une politique.

“On distinguera deux formes différentes du darwinisme social. L’une d’inspiration individualiste, considère que l’organisme social de base est l’individu et que, sur modèle d’une lutte entre individus d’une même espèce, les lois fondamentales de la société sont la lutte entre individus d’un même groupe, dont la lutte entre groupes ethniques (ou races) n’est que l’extension. L’autre, au contraire, d’inspiration holiste, considère que l’organisme social de base est la société, que le moteur de l’histoire est la lutte entre races, et que la lute entre individus d’un même groupe est une loi secondaire, voire un fait préjudiciable à la survie de la race. (…)

“Le darwinisme social individualiste se développe dès les années 1850 (donc avant même la parution de *l’Origine des espèces*) et constitue une idéologie importante jusqu’aux années 1880 (…) Il est la plupart du temps lié au laissez-faire économique, prône la non intervention de l’Etat (…). Le darwinisme social holiste, souvent ouvertement raciste, se développe surtout après 1880. Il prône la plupart du temps une intervention de l’Etat dans la société et une pratique protectionniste (protection économique, mais aussi protection de la race (…). La pureté de la race est en danger” [2].

Le représentant le plus connu de cette idéologie est un contemporain anglais de Darwin, Herbert Spencer. Ingénieur, philosophe et sociologue, Spencer voit dans *l’Origine des espèces* la clé qui permettrait de comprendre le développement de la civilisation, en partant du postulat selon lequel la société humaine évoluerait selon le même principe que les organismes vivants. Partant de cela, le mécanisme de la sélection naturelle décrit par Darwin serait totalement applicable au corps social. Spencer est un idéologue bourgeois bien ancré dans son époque. Fortement marqué par l’individualisme et l’optimisme propre à la classe dominante à l’époque où le capitalisme est en pleine expansion, il se laissera grandement influencer par les théories “à la mode”, comme l’utilitarisme de Bentham. Plekhanov dira de lui que c’est un “anarchiste conservateur, un philosophe bourgeois” [3]. Pour Spencer, la société produit et forme des éléments brillants qui seront sélectionnés pour permettre à cette société de continuer à progresser. Décliné à partir de la théorie de Darwin, le concept de Spencer devient, appliqué à la société, la “sélection des plus aptes”.

Le darwinisme social, tel qu’il sera appelé bien après son exposé par Spencer, pose en principe la supériorité de l’hérédité sur l’éducation, c’est-à-dire la prépondérance des caractères innés sur les caractères acquis. Si les principes de la sélection naturelle sont effectivement à l’œuvre dans la société, il convient simplement de ne pas les entraver pour assurer le progrès social et la disparition à terme des “anomalies” comme la pauvreté ou les différentes inaptitudes.

Dans ses évolutions futures, le darwinisme social sera repris comme fondement de bien des positions et justifications politiques dictées par les nécessités du développement capitaliste.

Aujourd’hui encore, la théorie d’Herbert Spencer continue à servir de caution pseudo-scientifique à l’idéologie réactionnaire du *winner* et de la loi du plus fort.

Répercussions, conséquences et persistances idéologiques

Du strict point de vue scientifique, les travaux de Spencer inspireront des études plus ou moins variées, comme la crâniologie (l’étude de la forme et la taille du crâne, dont les résultats s’avéreront finalement arrangés), les tentatives de mesure de l’intelligence ou encore l’anthropologie criminelle avec la théorie du “criminel-né” de Lambroso, dont les échos se font encore entendre aujourd’hui dans les sphères politiques bourgeoises quand il s’agit de détecter au plus tôt le futur criminel.

La prépondérance de l’inné conduit également Spencer à dessiner les contours d’une politique éducative dont les répercussions sont encore visibles dans le système scolaire primaire britannique, qui cherche à fournir à l’enfant un environnement propre à son épanouissement personnel, à ses propres recherches et découvertes, plutôt que de fournir un enseignement magistral susceptible de développer de nouvelles aptitudes. C’est également le fondement théorique qui sous-tend le concept d’“égalité des chances”.

Mais la descendance la plus réputée du darwinisme social réside avant tout dans l’eugénisme. C’est Francis Galton, cousin de Charles Darwin, qui pose les premiers concepts de l’eugénisme en suivant l’intuition sous-jacente de Spencer selon laquelle si la sélection naturelle doit conduire de façon mécanique au progrès social, tout ce qui l’entrave ne peut que retarder l’accession de l’humanité au bonheur. Plus simplement, Galton craint que les mesures d’ordre social que la bourgeoisie est amenée à prendre, la plupart du temps sous la pression de la lutte de classe, induisent à terme une dégénérescence globale de la civilisation.

Alors même que Spencer serait plutôt adepte du “laisser-faire”, de la non-intervention de l’Etat (un de ses ouvrages, paru en 1850, porte le titre *le Droit d’ignorer l’Etat*) Galton va préconiser des mesures actives pour faciliter la marche de la sélection naturelle. Il inspirera ainsi longtemps et plus ou moins directement des politiques de stérilisation des malades mentaux, la pratique de la peine de mort pour les criminels, etc. L’eugénisme est également toujours considéré comme caution scientifique centrale dans les idéologies fascistes et nazies, même si déjà chez Spencer, les éléments sont présents pour élaborer des visions racistes conduisant à la hiérarchisation des races. Dès le XIXe siècle, les travaux de Spencer sont utilisés pour démontrer les fondements biologiques du retard technologique et culturel de populations dites “sauvages”, justifiant scientifiquement les politiques coloniales en leur donnant une caractéristique morale de civilisation, alors même qu’elles sont fondamentalement rendues nécessaires par la contraction des marchés locaux.

Cependant, l’eugénisme permet de franchir un pas supplémentaire en envisageant la suppression de masses d’individus jugés inaptes et donc en mesure potentiellement de retarder le progrès de la société. Alexis Carrel, en 1935, ira même jusqu’à préconiser, et même décrire avec force détails, la création d’établissements où se pratiquerait l’euthanasie généralisée.

Pour autant, il ne faudrait pas voir le darwinisme social que sous l’angle théorique et scientifique. Cette pensée s’inscrit d’abord dans un contexte historique qu’il convient d’apprécier et qu’elle tente d’accompagner et de justifier. L’influence de la période est fondamentale pour comprendre comment ce courant s’est développé, de même qu’il est important de retenir que si les réponses qu’il y apporte sont globalement fausses, les questions qu’il pose constituent toujours le cœur de la compréhension que l’homme doit avoir de son propre développement social.

La théorisation scientifique de l’ascendance du capitalisme

Quand Darwin publie *l’Origine des espèces*, l’Angleterre est en pleine période victorienne, et la bourgeoisie européenne s’est installée au pouvoir, prête à conquérir le monde. La société fourmille d’exemples de “self-made men”, des hommes partis de rien et qui, portés par l’essor industriel capitaliste, se retrouvèrent à la tête d’entreprises prospères. A l’époque, la classe dominante est toujours traversée de courants radicaux qui remettent en cause les privilèges héréditaires, qui constituent des freins aux nouvelles formes de développement offertes par le capitalisme. Spencer fréquente ce milieu des “dissidents”, fortement ancré dans l’anti-socialisme [4]. Il ne voit, dans la misère noire de la classe ouvrière anglaise, que les stigmates provisoires d’une société en adaptation et qui, sous l’effet de l’explosion démographique, finira par se réorganiser, constituant ainsi un facteur de progrès. Pour lui, le progrès est inévitable, puisque les hommes s’adapteront à l’évolution de la société, si tant est qu’on les en laisse libres.

Cette euphorie est à peu près partagée par l’ensemble de la bourgeoisie. S’y ajoute un fort sentiment d’appartenance à la nation qui achève sa construction et qui peut être renforcé par les événements guerriers comme en France suite à la défaite contre la Prusse. Le développement de la lutte de classe, qui accompagne le développement du capitalisme, pousse la bourgeoisie à développer une autre conception de la solidarité sociale, fondée sur des données qu’elle espère indéniables.

Tout ceci constitue le terreau d’une théorisation de l’ascendance capitaliste et de ses effets immédiats : la prolétarisation dans la sueur, la colonisation dans le sang, la concurrence dans la boue.

Il s’agit là du caractère fondamental du darwinisme social car du point de vue scientifique, il n’apporte aucune réponse correcte aux questions fondamentales qui traite.

Une caution idéologique sans fondement scientifique

Jamais la science, même parfois avec la meilleure des volontés, n’est parvenue à démontrer les hypothèses de base du “darwinisme social”.

Déjà le nom de ce courant de pensée est incorrect : Darwin n’est pas le père de l’eugénisme, ni du libéralisme économique, ni de l’expansion coloniale, ni du racisme scientifique. Darwin n’est pas malthusien non plus. Bien plus encore, c’est lui qui, parmi les premiers, apporte la contradiction la plus développée aux théories de Spencer et de Galton.

Après avoir exposé sa vision du développement et de l’évolution des organismes dans *l’Origine des espèces*, Darwin se penche, douze ans plus tard, sur les mécanismes à l’oeuvre au sein de sa propre espèce, l’homme. En publiant *la Filiation de l’homme* en 1871, il va contredire tout ce que parallèlement, le darwinisme social est en train de construire. Pour Darwin, l’homme est bien le produit de l’évolution et se place donc bien au sein du processus de sélection naturelle. Mais chez l’homme, le processus de lutte pour la survie ne va pas passer par l’élimination des faibles : “*Nous autres hommes civilisés, au contraire, faisons tout notre possible pour mettre un frein au processus de l’élimination ; nous construisons des asiles pour les idiots, les estropiés et les malades ; nous instituons des lois sur les pauvres ; et nos médecins déploient toute leur habileté pour conserver la vie de chacun jusqu’au dernier moment. Il y a tout lieu de croire que la vaccination a préservé des milliers d’individus qui, à cause d’une faible constitution, auraient autrefois succombé à la variole. Ainsi, les membres faibles des sociétés civilisées propagent leur nature*” [5].

Ainsi, par le principe de l’évolution, l’homme s’extrait du mécanisme de la sélection naturelle en plaçant au-dessus de la lutte compétitive pour l’existence, tout ce qui contribue à favoriser le processus de civilisation, à savoir les qualités morales, l’éducation, la culture, la religion... ce que Darwin nomme les “instincts sociaux”. De cette façon il remet en cause la vision de Spencer de la prépondérance de l’inné sur l’acquis, de la nature sur la culture. Par la civilisation, donc sur le plan social, la sélection naturelle n’agit plus comme au niveau des organismes. Elle est au contraire conduite à sélectionner des comportements sociaux qui s’opposent aux lois de la sélection naturelle. C’est ce que met clairement en évidence Patrick Tort dans sa théorie sur “l’effet réversif de l’évolution” [6].

Alors que le “darwinisme social” ne voit dans l’évolution des sociétés humaines que le résultat d’une sélection des individus les plus aptes, Darwin au contraire y voit la reproduction croissante des instincts sociaux comme l’altruisme, la solidarité, la sympathie, etc. La première conception pose le capitalisme comme cadre le plus approprié au “progrès social” alors que la seconde démontre avec force que les lois économiques du capitalisme, basées sur la concurrence, interdisent à l’espèce humaine de développer pleinement ses instincts sociaux. C’est en éliminant cette dernière entrave historique, en abolissant le capitalisme, que l’humanité pourra construire une société où ces instincts sociaux prendront leur totale mesure et conduiront à leur tour la civilisation humaine à son accomplissement.

GD

---

1) Cet article emprunte des citations et des cheminements à plusieurs articles et textes, qu’il serait fastidieux de référencer systématiquement. Les voici donc dans le désordre :
– Wikipedia (notamment les articles consacrés au darwinisme social, à Herbert Spencer et à Francis Galton).
– *Dictionnaire de sociologie, le Robert*, Seuil, 1999 (article “darwinisme social”).
– Brian Holmes, *Herbert Spencer,* “Perspectives”, vol. XXIV, n° ¾, 1994.
– Patrick Tort, *Darwin et le darwinisme*, Que sais-je ?, PUF.
– Pierre-Henri Gouyon, Jacques Arnould, Jean-Pierre Henry, *les Avatars du gène, la théorie néo-darwinienne de l’évolution*, Belin, 1997.

2) *Dictionnaire du darwinisme et de l’évolution*, PUF, pages 1008-1009.

3) Dans “*Anarchisme et socialisme*”.

4) “*Si fort que je haïsse la guerre, je hais tout autant le socialisme, sous toutes ses formes*”, cité par Duncan, “*The Life and letters of Herbert Spencer*”, 1908.

5) Charles Darwin, *la Filiation de l’homme*, 1871.

6) Lire notre article sur le dernier livre de Patrick Tort : *l’Effet Darwin (RI* nº 400, avril 2009).

Suite de la page 1

Vigo : les méthodes syndicales mènent droit à la défaite

chaque usine, les syndicats ont empêché l'expression libre qui s'est développée en 2006 et seuls les Comités d'entreprise prirent la parole.

La grève s'est poursuivie le 6 mai, mais au lieu d'aller vers les grandes entreprises, l'action proposée par les syndicats fut d'occuper la Foire Expo. Cela apparaissait comme quelque chose de spectaculaire qui était censé avoir une "forte répercussion médiatique", mais il s'agissait, en réalité, d'isoler les ouvriers, de s'opposer à ce qui peut les renforcer et empêcher ce qui aurait pu avoir un véritable écho social : l'intégration dans la lutte de leurs frères de classe des grandes entreprises.

Le 7 mai, les syndicats ont ouvert des négociations avec le patronat. En fait, il s'agissait pour eux de gagner du temps en noyant le poisson pour écœurer les ouvriers, mais ce sont l'impatience et l'inquiétude qui ont commencé à se répandre chez les ouvriers. Des assemblées spontanées ont commencé à se produire dans certaines zones industrielles. Pour éviter tout débordement, les syndicats ont convoqué une nouvelle journée de lutte pour le 20 mai. Cette fois-ci, les grévistes sont allés vers les chantiers navals pour y chercher la solidarité et les travailleurs de chez Vulcano se sont joints à eux. Les arrêts de travail étaient programmés par les syndicats pour durer deux jours, mais le 21 une charge brutale de la police contre une manifestation qui se dirigeait vers le chantier naval Barreras a ravivé la colère. Le lendemain, les ouvriers ont décidé de poursuivre la grève en débordant les syndicats, lesquels ont été contraints d'appeler à un nouvel "arrêt de travail de… 4 heures (!)". *ABC*, journal de droite auquel on ne peut attribuer une folle sympathie envers les ouvriers, décrivait ainsi les événements dans son édition du 23 mai : *"Près de 5000 manifestants, en tenue de travail, se sont lancés dans la rue pour protester contre les charges policières de la journée précédente, des charges que les syndicats, d'une seule voix, ont qualifiées de "disproportionnées". Aux cris de "Vigo, la métallurgie est en grève", les manifestants ont parcouru les rues principales en demandant le soutien des habitants. La manifestation de ce matin a été la plus puissante, celle qui a rassemblé le plus de gens pour la même cause, à laquelle se sont même joint des travailleurs de quelques entreprises qui jouissent de leur propre convention collective et qui n'ont pas hésité à rejoindre la lutte."*

Lors de l'assemblée qui s'est déroulée sur la place Do Rei, les syndicats proposèrent une trêve de 4 jours pour que "le patronat fasse une proposition sérieuse". A la fin, ils ont réussi à convaincre les ouvriers rassemblés en proposant, en cas d'échec, une "grève générale illimitée", un mot d'ordre apparemment "radical" mais vide de sens qui s'opposait de fait à la poursuite concrète de la grève, maintenant que les forces, la conscience et l'élan étaient là.

Comme il fallait s'y attendre, il n'y a pas eu la moindre offre sérieuse de la part du patronat, ce qui a contraint les syndicats à lancer un nouvel appel à des journées de lutte pour le 3 et le 4 juin, en reportant le projet de "mobilisation générale" au 15 juin si le patronat ne donnait pas de réponse satisfaisante.

Le 3 juin, il y a eu une mobilisation massive avec la participation de travailleurs de Vulcano et de Metalship. Le 4, les syndicats ont organisé une de leurs actions-spectacle dont ils ont le secret : il s'agissait d'aller au Club nautique de Vigo et d'empêcher l'accès des passagers au navire de croisière *Independent of the Sea*. D'un point de vue superficiel, un tel acte peut apparaître comme le summum du radicalisme "révolutionnaire" : les croisières ne sont elles pas le symbole le plus parfait du luxe capitaliste ? Mais analysée sérieusement, il s'agit là d'une action non seulement inutile mais avec des effets tout simplement contraires. Les travailleurs s'isolent, s'affrontent à des gens qui ne connaissent en rien leurs revendications et qui sont dans les plus mauvaises dispositions pour les comprendre et, en fin de compte, ils fournissent les meilleures images pour que la presse et la TV s'en donnent à cœur joie pour les traiter des "vandales" ou les accuser rien de moins que de "faire du mal à l'image touristique de Vigo". La méthode des syndicats consiste à faire des actions vides, qui attisent les affrontements entre ouvriers, qui les isolent entre eux, les discréditent facilement et qui les exposent, comme ce fut le cas, à la répression policière la plus brutale.

Le show devant le bateau de croisière s'est achevé par une charge brutale de la police qui a dispersé les travailleurs. Mais parmi ceux-ci s'est répandue la consigne de se retrouver devant les portails de Barreras, le plus grand chantier naval de Vigo. Quelques 500 ouvriers sont arrivés à se regrouper sur une place devant l'entrée, même si, immédiatement après, une quantité impressionnante de fourgons de police ont occupé cette place et les policiers ont commencé à attaquer violemment les ouvriers regroupés. De l'autre coté de la place, dans un centre commercial, des jeunes d'un lycée se sont rassemblés spontanément, avec des clients de ce centre ainsi que d'autres travailleurs qui arrivaient au fur et à mesure. Cette foule criait contre la violence policière et encourageait en applaudissant les actions défensives des travailleurs massés de l'autre coté de la place. Ceci entraîna une violente charge policière.

L'assemblée générale put enfin se dérouler parce que les ouvriers sont arrivés à briser l'encerclement policier et, d'après un témoignage, une autorité quelconque aurait donné l'ordre à la police anti-émeute de partir. L'assemblée lança un appel à une manifestation, en demandant à tous les travailleurs, de quelque secteur que ce soit, de s'y rendre avec leurs familles. La manifestation eut lieu le lendemain et rassembla 7000 personnes.

Les jours suivants se sont déroulés entre une succession d'appels à la grève, de poursuite de négociations infructueuses, de tentatives pour gagner la solidarité des travailleurs des autres grandes entreprises, comme à Barreras, à Vulcano et très minoritairement à Citroën. Au moment où nous écrivons ces lignes, mardi 16 juin, la situation est toujours fluctuante ; les travailleurs semblent fatigués parce que leur lutte parait sans perspective. Les syndicats ont proposé une série de mobilisations très compliquées, un véritable casse-tête : *"L'action des manifestants et des piquets se focalisera aujourd'hui sur les concessionnaires d'automobiles, pour ainsi paralyser les ventes* (...) *Les centrales syndicales ont élaboré un programme de mobilisations pour cette semaine dont le contenu général consistera dans la réalisation d'arrêts de travail "partiels" de quatre heures, entre neuf heures et treize heures, lors du service du matin dans les chantiers navals. Pour les services du soir et de nuit, l'arrêt de quatre heures se fera à la fin de la journée de travail. Cependant, les garages de réparation automobile seraient exclus de ce programme et leurs arrêts de travail seraient réalisés à partir de 12 h 30 jusqu'à la fin de la journée. Pendant ce temps, les entreprises d'installation du gaz, les plombiers, le chauffage et l'électricité s'arrêteront toute la journée"* (3).

Les méthodes syndicales de lutte ne conduisent qu'à la défaite

Un des arguments majeurs utilisés par les syndicats pour justifier leur existence, c'est qu'ils "sont des professionnels de la lutte", qu'ils ont l'expérience de l'organisation, des négociations, des appels, etc. Face à de tels "experts", les ouvriers sont présentés comme des éléments malléables et apathiques, qui ne savent pas comment lutter, qui se bagarrent entre eux, qui agissent et pensent chacun pour soi, etc.

Mais la réalité des faits ne cadre pas du tout avec ces clichés. En 2006, les ouvriers laissant parler leur propre initiative ont été capables d'obtenir une forte solidarité, ce qui leur a donné un petit répit dans l'attaque de leurs conditions de vie. Par contre, ce que nous voyons aujourd'hui, en 2009, maintenant que les syndicats semblent avoir réussi à imposer leur marque de "professionnels chevronnés", c'est la fatigue, l'impasse, la démoralisation.

• ***Les assemblées générales :*** en 2006, les assemblées ouvertes permettaient la libre discussion la plus large, de telle sorte que les ouvriers pouvaient réfléchir et décider ensemble en s'appuyant sur l'aide et l'opinion des camarades d'autres secteurs. En 2009, sous la férule des syndicats, les assemblées sont une caisse d'enregistrement ennuyeuse, où il faut supporter de longs discours des leaders syndicaux, où tout est bien réglé pour qu'il n'y ait que les délégués syndicaux qui parlent. Il n'y a aucune vie, les assemblées ressemblent à une caricature du cirque parlementaire.

• ***La solidarité ouvrière :*** en 2006, les ouvriers rejoignaient massivement les autres entreprises, ils improvisaient des assemblées ensemble, on y créait un contact direct entre travailleurs, on pouvait y parler, établir des liens, dépasser l'atomisation et l'isolement, apprendre à se comprendre, à développer l'estime mutuelle, bref on mettait en avant les moyens pour se sentir en tant que partie de la classe ouvrière, en "se vivant", en s'affirmant comme telle. Et qu'avons-nous en 2009 grâce aux "mains expertes" des syndicats ? Il y a eu de nombreuses tentatives de reprendre les méthodes de 2006, mais les syndicats ont privilégié une action d'après eux "plus efficace" : les blocages ou coupures des voies de circulation et d'axes routiers.

Mais il y avait un autre "grand avantage" suivant les arguments syndicaux : les autres travailleurs "apprendront que le conflit existe", la répercussion sociale est "énorme", "tout le monde parle de ce qui se passe dans la métallurgie de Vigo".

Dans un barrage de la circulation on impose manu militari la "solidarité" avec les grévistes, il n'y a pas de discussion possible, pas le moindre contact direct ni de rencontre, la seule chose que ça génère c'est l'intimidation, l'énervement contre les grévistes, l'atomisation, chacun enfermé dans "sa bagnole", avec l'angoisse d'arriver en retard au boulot. Aucune solidarité ne peut se développer de cette façon ; seule peut se manifester l'hostilité envers les grévistes.

• ***Les actions spectaculaires montées par les syndicats ne rendent pas les ouvriers plus forts ; au contraire, elles les affaiblissent :*** en 2006, les ouvriers ont réussi à développer une force collective basée sur la solidarité, les manifestations et les assemblées générales massives. Ceci provoqua une certaine alarme au sein du gouvernement qui, après avoir essayé la méthode de la matraque et des provocations policières, encouragea finalement des augmentations salariales pour en finir rapidement avec le conflit.

Aujourd'hui que la lutte est tombée dans les mains si compétentes des syndicats, nous observons tout le contraire : la lutte dure depuis plus de 2 mois et on ne voit pas la moindre issue, tout est en train de pourrir sur pied. Aujourd'hui que la lutte de Vigo a eu une certaine "répercussion sociale", les travailleurs se retrouvent plus isolés qu'en 2006 alors que leur lutte était à peine connue.

Vigo 2006, Vigo 2009

Certains répètent jusqu'à la nausée que les ouvriers sont passifs, qu'ils ne veulent pas lutter, que chez eux domine le "chacun pour soi". Une vision que Zapatero se charge de rendre plus "crédible" quand il proclame que *"les travailleurs sont plus responsables que le PP* (Parti populaire, droite) *car ils renoncent à la grève générale, laissant ainsi de la marge au gouvernement pour sortir de la crise"*.

Autant Vigo 2006 que Vigo 2009 montrent tout le contraire : la combativité, la recherche de la solidarité, sont en train de mûrir dans des secteurs encore minoritaires de la classe ouvrière. C'est la pointe de l'iceberg d'un processus profond qui reste encore sous la surface. Pour que tout ce qui est en train de couver jaillisse, il est nécessaire de rompre avec les méthodes syndicales qui étouffent la lutte et celles de Vigo en sont un témoignage éloquent. Il nous faudra reprendre les méthodes prolétariennes de lutte comme celles de Vigo 2006.

CCI (16 juin)

3) *El Faro de Vigo*, 16-6-09.

Lutte de classe en Ukraine

Les camarades de "l'Alliance des révolutionnaires socialistes" ont écrit à propos d'une lutte qui a éclaté dans l'usine de machines agricoles de la ville de Kherson en Ukraine, en février de cette année. La lutte est partie sur des revendications ouvrières (notamment d'obtenir 4,5 millions de grivnas de salaires impayés depuis des mois) mais aussi sur la demande de la nationalisation de l'usine. D'un côté, la clique "orange" représentée par le responsable de l'administration locale (un parachuté "orange") et par le nouveau syndicat "indépendant", de l'autre la majorité "bleu-blanc" de l'administration de Kherson et le propriétaire de l'usine.

En fin de compte, les ouvriers ont été dupés sur toute la ligne. L'administration régionale a gracieusement octroyée 2 millions de grivnas... non pas aux ouvriers, mais au propriétaire qui devait soi-disant payer les salaires avec ! Et cette somme de surcroît devait être prélevée sur l'argent destiné aux salariés de la fonction publique ! Tout cela étant présenté comme un "compromis" par les délégués syndicaux. Les camarades de l'ARS tirent une conclusion claire : *"Les masses ouvrières ne doivent avoir confiance en aucune des cliques bourgeoises, en aucun groupe de pouvoir, en aucun syndicat officiel, parti, Etat ou capitaliste, ils ne doivent pas se transformer en instrument d'un quelconque regroupement bourgeois ; ils doivent préserver leur propre indépendance de classe, ils doivent combattre pour leur propre émancipation. Notre tâche, la tâche des protagonistes de la révolution sociale, est de populariser une telle conscience"*.

(voir l'article complet sur notre site : fr.internationalism.org/icconline/2009/lutte_de_classe_en_ukraine_contre_la_revendication_de_nationalisation.html).

Suite de la page 8

Les conflits impérialistes

intensification des affrontements entre cliques militaires au sein de ces pays avec, comme toujours, une participation des différentes puissances impérialistes. Face à cette situation, Obama et son administration ne pourront pas faire autre chose que poursuivre la politique belliciste de leurs prédécesseurs, comme on le voit par exemple en Afghanistan, une politique synonyme de barbarie guerrière croissante.

8 De même que les "bonnes dispositions" affichées par Obama sur le plan diplomatique n'empêcheront pas le chaos militaire de se poursuivre et de s'aggraver dans le monde ni la nation qu'il dirige d'être un facteur actif dans ce chaos, la réorientation américaine qu'il annonce aujourd'hui dans le domaine de la protection de l'environnement ne pourra empêcher la dégradation de celui-ci de se poursuivre. Cette dégradation n'est pas une question de bonne ou mauvaise volonté des gouvernements, aussi puissants soient-ils. Chaque jour qui passe met un peu plus en évidence la véritable catastrophe environnementale qui menace la planète : tempêtes de plus en plus violentes dans des pays qui en étaient épargnés jusqu'à présent, sécheresse, canicules, inondations, fonte de la banquise, pays menacés d'être recouverts par la mer… les perspectives sont de plus en plus sombres. Cette dégradation de l'environnement porte avec elle également une menace d'aggravation des affrontements militaires, particulièrement avec l'épuisement des réserves d'eau potable qui vont constituer un enjeu pour de nouveaux conflits.

Comme le soulignait la résolution adoptée par le précédent congrès international :

> "*Ainsi, comme le CCI l'avait mis en évidence il y a plus de 15 ans, le capitalisme en décomposition porte avec lui des menaces considérables pour la survie de l'espèce humaine. L'alternative annoncée par Engels à la fin du XIXe siècle, socialisme ou barbarie, est devenue tout au long du XXe siècle une sinistre réalité. Ce que le XXIe siècle nous offre comme perspective, c'est tout simplement socialisme ou destruction de l'humanité. Voilà l'enjeu véritable auquel se confronte la seule force de la société en mesure de renverser le capitalisme, la classe ouvrière mondiale*" (Point 10).

De la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui

Depuis l'effondrement des régimes staliniens et du bloc de l'Est, les organisations de l'anarchisme officiel se targuent d'avoir les mains propres dans l'affrontement qui a opposé de 1945 à 1989 les blocs de l'Est et de l'Ouest et entretiennent la légende d'une opposition irréductible aux blocs militaires : "Les anarchistes se divisèrent sur le problème des blocs. La majorité décida de s'opposer à l'Est et l'Ouest…" [1].

L'anarchisme face aux blocs impérialistes

En réalité, après 1945, pendant la Guerre froide, une partie des organisations anarchistes prend officiellement position en faveur de la défense du "monde libre", comme la SAC (*Sveriges Arbetares Centralorganisation*) en Suède. Lors de la confrontation directe entre les forces armées du bloc de l'Est et les forces américaines et de l'ONU en Corée en 1950-53, certains, à l'instar des membres du groupe de la Révolution Prolétarienne, au nom de la logique du choix du "moindre mal" et en vertu de la défense de la démocratie, prennent ouvertement une position pro-américaine. C'est le cas de A. Prudhommeaux, N. Lazarevitch, G. Leval mais aussi de militants espagnols et bulgares : *"Il y a deux impérialismes mais j'en connais un particulièrement dangereux et totalitaire avec esclavage à la clé. L'autre porte en son sein un moindre danger… Je ne suis pas pour le retrait des troupes américaines de Corée… En Corée, je ne vois qu'un criminel de guerre et c'est Staline. Il est responsable directement des bombardements stratégiques qui déciment la population coréenne…"* [2]. Inversement, d'autres stigmatisent l'impérialisme américain comme le principal fauteur de guerre.

Ceux des anarchistes qui, telle la FA, disent refuser tous les camps en présence en s'affirmant "*contre Staline, sans être pour Truman, contre Truman sans être pour Staline*" n'agissent pas pour autant en internationalistes et n'échappent pas à la logique de choisir un camp impérialiste contre un autre. Ainsi, lorsque l'URSS se lance dans la course aux armements pour rivaliser avec les Etats-Unis, le "combat pour le 3e front" *"entraîne la FA à dénoncer le réarmement allemand en soutenant les pacifistes de ce pays, à participer à la campagne "Ridgway* [3] *go home""* [4] animée par le PCF. Par la caution critique qu'elle apporte à cette campagne, la FA se situe complètement dans le sillage du PCF ; elle remplit la fonction de rabatteur des ouvriers sur celui-ci et... sur sa défense inconditionnelle du bloc impérialiste russe !

D'autre part, les actions provocatrices contestataires jouent le même rôle de rabatteur sur les institutions étatiques bourgeoises : la lutte "réellement anti-impérialiste" du "3e front révolutionnaire" de la FA se concrétise par la propagande lors des élections législatives de 1951 "en faveur de bulletins ainsi rédigés : "Ni dictature orientale, ni dictature occidentale, je veux la paix*"* [5] ou bien par la mise en spectacle d'actions, telles l'intrusion en février 1952 "*dans la grande salle du Palais de Chaillot où se tient une réunion plénière de l'ONU. Une profusion de tracts intitulés : "3e front : A bas la guerre !" est lancée dans la salle et les délégués américains et soviétiques reçoivent des projectiles inoffensifs*" [6].

Loin de constituer un moyen permettant à la classe ouvrière de se renforcer politiquement, ce type d'actions sur le terrain des institutions de l'Etat bourgeois, outre son innocuité, entretient dans la classe exploitée l'illusion qu'elle aurait une quelconque utilité pour l'issue finale de son combat révolutionnaire. Cela ne fait au contraire que renforcer la soumission de la classe ouvrière à la mystification démocratique et aux organes de la domination capitaliste en obscurcissant la nécessité de les détruire. D'ailleurs, la Fédération communiste-libertaire (FCL) présentera des candidats aux élections législatives de 1956 ! Au moment de la liquidation de la IVe République et l'appel au pouvoir du général De Gaulle en 1958 pour régler le problème colonial, "*dans toute la presse libertaire, les appels concordent pour sauver la République menacée.* (...) *Les anarchistes dans leur grande majorité, choisissent la République et la politique du moindre mal...*" [7]. En avril 1961, face au putsch des généraux à Alger, qui refusent l'indépendance de l'Algérie, "*la FA participe aux différents comités regroupant plusieurs organisations de gauche* (...) *les anarchistes sont parmi les premiers à défendre les libertés démocratiques, et ce en dépit des réfutations ultérieures*" [8].

Surtout, le soutien constant aux prétendues luttes de libération nationale va concrétiser le choix d'un camp impérialiste contre un autre. En érigeant en principe, comme le fait la FA, le fait que "*Les anarchistes réclament pour la population d'Outre-mer le droit à la liberté, au travail dans l'indépendance, le droit de disposer de leur propre destinée en dehors des rivalités de clans qui déchirent le monde actuel. Ils les assurent de leur solidarité dans la lutte qu'ils doivent mener contre l'oppression de tous les impérialismes...*" [9]. Les courants anarchistes s'installent parmi les meilleurs serviteurs de la mystification du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils se retrouvent ainsi à l'unisson de l'idéologie officielle de chacun des blocs (aussi bien de la doctrine Jdanov du bloc de l'Est qui s'affirme comme "*le vrai défenseur de la liberté et de l'indépendance de toutes les nations, un adversaire de l'oppression nationale et de l'exploitation coloniale sous toutes ses formes*" [10] que de la doctrine américaine qui stipule que *"dans ces zones-clé tout doit être fait pour y encourager les formes démocratiques et l'accès à leur indépendance"*). Chaque épisode de la guerre impérialiste à laquelle se livrent les blocs soviétique et occidental par nations interposées trouvera sa justification dans ces "théories", chacune reprise à différentes sauces mais avec le même résultat désastreux pour le prolétariat.

Les anarchistes français travestissent la guerre d'Indochine en "*un épisode révolutionnaire*" (FA en 1952) ou y voient une "*guerre de classe*" (FCL en 1954) et proclament la légitimité de "la lutte du prolétariat indochinois" et la nécessité de la "solidarité ouvrière avec le Viêt-minh".

Ce soutien politique aux luttes de libération nationale ira même jusqu'à l'implication physique. Pendant la Guerre d'Algérie, de nombreux libertaires rejoignent les "porteurs de valise", les réseaux de soutien au FLN [11]. "La position de soutien critique en faveur d'une Algérie socialiste et autogestionnaire" de la FCL au nom de la solidarité "avec les peuples soumis, contre les impérialismes" se concrétise par un soutien matériel actif aux partis nationalistes algériens du MNA, puis du FLN quand ce dernier devient hégémonique après 1956. "*Les maquis de l'ALN (Armée de libération nationale) se partagent entre les deux obédiences. Nous le savons d'autant mieux que nous avons parmi nous, à la FCL, des camarades algériens de tendance FLN mais que nous avons rendu des services aux maquis MNA en jouant le rôle d'intermédiaire pour obtenir des "fournitures" (lire : des armes) pour leurs combattants*" [12].

Ces prises de position par certains anarchistes, même critiques, en faveur des luttes de libération nationale, ont directement concouru à la soumission des masses à l'impérialisme. Ces courants anarchistes portent une part de responsabilité dans la soumission du prolétariat et des classes exploitées à la barbarie des conflits militaires qui ensanglantent la planète. Prisonniers de la logique d'établir une distinction entre les différents gangsters impérialistes (au nom des droits du plus faible), ils ne font que servir directement de sergent-recruteur au sein du prolétariat, ou de caution au profit de l'un ou de l'autre des camps impérialistes en présence. Le martèlement pendant des décennies de ces mystifications, auxquelles ils ont prêté main-forte, a contribué à retarder la sortie de la contre-révolution et la reprise par le prolétariat de la lutte autonome sur son propre terrain de classe et pour ses propres objectifs.

En effet, les courants officiels de l'anarchisme, qui ont exercé leur influence hégémonique sur la majorité des anarchistes après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin de la contre-révolution en 1968 et même encore après cette date, n'ont servi qu'à cristalliser et stériliser une réflexion grandissante sur la réalité "communiste" des pays stalinisés. Ces courants ont ainsi utilisé un sentiment de révolte par rapport à ce monstrueux mensonge du communisme dans les pays de l'Est pour répandre des idées comme l'antimilitarisme, le pacifisme, etc., qui, bien que participant d'un véritable questionnement sur la guerre, ne pouvaient que saper la réflexion de beaucoup d'éléments en le canalisant vers l'immédiatisme, l'activisme ou l'individualisme, au détriment de repères et d'une conscience historique des rapports de classes. Ce faisant, ils ont notamment contribué à pousser ceux qui cherchaient à rejeter le "modèle" imposé du stalinisme à se réfugier dans "la défense de la démocratie", c'est–à-dire dans l'autre camp impérialiste, dont ils se présentaient également comme les pourfendeurs les plus radicaux.

La fin de la contre-révolution

Cependant, après 1968, avec la fin de la contre-révolution et le retour du prolétariat sur la scène de l'histoire, est réapparu ce phénomène déjà constaté à d'autres moment de l'histoire : des éléments politisés ont réellement tenté de trouver la voie révolutionnaire à travers ou à partir de l'anarchisme.

Le développement aux Etats-Unis et dans les pays occidentaux des révoltes étudiantes des années 1960, qui font de l'opposition à la guerre menée par les Etats-Unis au Vietnam leur thème le plus mobilisateur, indique que la chape de plomb de l'idéologie stalinienne commence à se fissurer. En effet, les partis staliniens n'y ont aucune influence alors qu'ils dénoncent l'intervention américaine au Vietnam contre des forces militaires soutenues par un bloc soviétique prétendument anticapitaliste. Surtout, le mensonge du stalinisme "communiste et révolutionnaire" se disloque avec l'entrée en lutte d'une nouvelle génération de jeunes ouvriers lors de la grève générale de 1968 en France et des différents mouvements massifs de la classe ouvrière partout dans le monde ensuite. C'est la fin de la contre-révolution et l'idée de la révolution communiste est remise à l'ordre du jour.

Par leur anti-stalinisme, les organisations anarchistes exercent, dès après la répression du mouvement en Hongrie en 1956, une certaine attraction, auprès d'étudiants essentiellement. Si elles se renforcent numériquement, cependant, les vieilles organisations existantes ne satisfont pas les jeunes qui les jugent sclérosées. L'ensemble du milieu se recompose [13].

Dans ce bouillonnement de la reprise de la lutte des classes internationale, il se trouve à nouveau au sein du milieu anarchiste des minorités et des éléments qui se mettent en recherche des positions de classe du prolétariat et qui tentent de se donner une cohérence révolutionnaire à partir de l'anarchisme. Ainsi, une partie du nouveau milieu libertaire s'ouvre-t-elle à des organisations qui développent certaines positions de classe (Socialisme ou barbarie), ou même au milieu politique prolétarien, en particulier son pôle conseilliste organisé, incarné par "Informations et correspondances ouvrières". C'est ainsi que le groupe "Noir & rouge", par exemple, se démarque de la FA et, reconnaissant "la primauté de la lutte des classes", propose une "actualisation et une adaptation des principes de l'anarchisme." Le groupe affirme la nécessité du débat et défend "le contact avec d'autres camarades ne se réclamant pas forcément de l'anarchisme". Il dénonce la sacralisation de la "révolution espagnole" qui "interdit toute critique" [14]. Dans sa quête des formes de luttes propres aux travailleurs, le groupe se tourne vers les apports politiques de la Gauche communiste germano-hollandaise et de Pannekoek. Il participe à la rencontre internationale organisée par ICO à Bruxelles en 1969 aux côtés de Paul Mattick, ancien militant de la Gauche communiste allemande émigré aux Etats-Unis, et Cajo Brendel animateur du groupe conseilliste hollandais "Daad & Gedachte".

L'importance politique de cette réflexion au sein du milieu anarchiste autour des questions du renforcement et des moyens de la lutte des classes du prolétariat a été masquée par son caractère limité. En effet, comme ce questionnement s'est enclenché autour du pôle du milieu prolétarien du conseillisme organisé qui fera faillite et disparaîtra dans le milieu des années 1970, le groupe "Noir & rouge" sera entraîné dans ce naufrage et disparaîtra dans la foulée, occasionnant un important gâchis d'énergies militantes. Le contexte général des illusions du prolétariat sur la possibilité pour le système capitaliste de trouver une issue à sa crise économique, ainsi que les difficultés du prolétariat dans la politisation de son combat pour affirmer la perspective de la révolution, vont être exploités à fond par les gauchistes de toute obédience pour briser tout effort de conscience orienté vers la révolution.

Toutefois, une partie de ces nouveaux éléments issus de l'anarchisme va malgré tout parvenir à se frayer une voie vers le nouveau milieu politique prolétarien renaissant avec le retour du prolétariat sur la scène de l'histoire.

Scott

1) Postface de M. Zemliak au livre de Max Nettlau, *Histoire de l'Anarchie*, Artefact, p. 279.
2) Lettre de S. Nin, 24.08.50, citée par G. Fontenis, *l'Autre communisme*, Acratie, p. 134.
3) A l'occasion de la venue en France en mai 1952 du commandant en chef des forces de l'OTAN, Ridgway, le PCF livre ses troupes à de véritables combats de rue face à d'imposantes forces de police qui feront un mort et 17 blessés dans les rangs ouvriers.
4) G. Fontenis, *op. cit.*, p. 149.
5) *Idem*, p. 134.
6) *Idem*, p. 149.
7) Sylvain Boulouque, *les Anarchistes français face aux guerres coloniales* (1945-1962), Atelier de création libertaire, p. 61.
8) *Idem*, p.65.
9) Résolution du congrès de la Fédération anarchiste d'octobre 1945, sur increvablesanarchistes.org.
10) Joukov, *Crise du système colonial*, Moscou, 1949.
11) Comme le revendique Alternative libertaire : "*On oublie trop souvent que les réseaux "porteurs de valise" qui ont soutenu les indépendantistes algériens pendant la guerre n'ont pas débuté leur existence en 1957 avec l'action de P. Jeanson puis H. Curiel. Au lendemain de la l'insurrection de la Toussaint 1954 en effet, les seules organisations à soutenir l'indépendance algérienne se situaient à l'extrême-gauche. Il s'agissait du Parti communiste internationaliste (PCI-trotskiste) et la FCL. En Algérie même, le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA), lié à la FCL, entre en lutte contre l'Etat français, pour l'indépendance du pays, dés la Toussaient 1954. La police française liquidera le MLNA puis la FCL entre 1956 et 1957. Les libertaires poursuivront néanmoins la lutte contre le colonialisme, au sein des Groupes anarchistes d'action révolutionnaires (GAAR) ou, pour les rescapés de la FCL, au sein de Voie communiste.*"
12) G. Fontenis, *op. cit.*, p. 209.
13) Par exemple, en 1965, en Italie, divers groupes, les Groupes d'initiative anarchiste, quittent la FAI ; les jeunes du nord de l'Italie se détachent de la FAGI pour constituer les Groupes anarchistes fédérés. En France, l'Organisation révolutionnaire anarchiste se sépare de la FA en 1970 pour se rapprocher des autres organisations d'extrême-gauche non libertaires, et deviendra par la suite l'Organisation communiste libertaire.
14) Citations extraites de Cédric Guérin, *Pensée et action des anarchistes en France* : 1950-1970, http ://raforum.apinc.org.

A paraître sur notre site Internet

Nous invitons nos lecteurs à lire prochainement sur notre site Internet en français la traduction d'un article de notre section World Revolution en Grande-Bretagne sur la situation en Afghanistan. Cet article traite de la faillite complète des principaux prétextes idéologiques de la bourgeoisie internationale pour justifier la guerre d'intervention des "forces coalisées" sur le territoire afghan : l'instauration d'une "démocratie" (illustrée par le récent fiasco de sa mascarade électorale) ou du droit des femmes, la protection et la prévention, voire l'éradication de la menace terroriste, etc. Il souligne les véritables enjeux impérialistes de cette intervention. C'est bien dans un bourbier sans fin que s'enlise la fuite en avant guerrière du capitalisme.

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack ***Révolution internationale*** (3 numéros)
+ ***Revue internationale*** (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

1 an (11 numéros)	6 mois (6 n^{os})
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple
Revue internationale

1 an (4 numéros)	6 mois (2 n^{os})
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y - Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS

Juillet
Toulouse – *Permanence de juin :* Ra, 50 ; Chr, 10 ; B, 12,40.
Total : 72,40 €
Juin
Toulouse– Al, 120 ; C, 5 ; E, 5,7
Total : 130,7 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

VIENT DE PARAÎTRE



Revue Internationale 138

Le mythe de la "Green Economy"

Darwinisme et marxisme (II) (Anton Pannekoek)

XVIIIe congrès du CCI
Vers le regroupement des révolutionnaires
Résolution sur la situation internationale

Débat interne au CCI (IV)
Les causes de la période de prospérité consécutive à la Seconde Guerre mondiale

La Revue internationale *est également distribuée par les NMPP, trouvez les points de vente sur www.trouvezlapresse.com.*

RÉUNIONS PUBLIQUES

Qu'est-ce que le marxisme ?

Toute une série de médias, depuis *le Point* jusqu'au *Nouvel observateur*, s'interrogent sur "l'actualité du marxisme", la plupart du temps pour le discréditer ou le dénaturer, après avoir proclamé sa mort il y a vingt ans. Pourquoi ? Parce que qu'à l'heure où le capitalisme démontre ouvertement sa faillite, la classe dominante s'inquiète de constater que des minorités de plus en plus larges d'ouvriers et d'étudiants, poussés vers la réflexion, s'y intéressent à nouveau. Le marxisme n'est ni une idéologie totalitaire, ni une philosophie, ni un manuel d'économie, mais il est depuis plus d'un siècle et demi une méthode scientifique qui représente avant tout une arme essentielle du combat d'une classe, le prolétariat, pour renverser et abolir tout système d'exploitation.

LYON
le **samedi 12 septembre**
à 17 heures
CCO – 39, rue G.-Courteline

NANTES
le **samedi 12 septembre**
à 16 heures
3, rue de l'Amiral-Duchaffault
(quartier Mellinet)

MARSEILLE
le **samedi 19 septembre** à 17 heures
Association Milles-bâbords
61, rue Consolât – Métro Réformé

PARIS
le **samedi 19 septembre**
de 15 h à 18 h,
CICP, 21 ter rue Voltaire
Métro Rue-des-Boulets (11e)

TOULOUSE
le **samedi 19 septembre**
à 15 heures, restaurant On'Nador,
5, rue de l'Université-du-Mirail,
métro Mirail-Université

TOURS
le **samedi 19 septembre**
à 15 heures
9, place de la Tranchée

PERMANENCES • VENTE DE LA PRESSE

LILLE
PERMANENCE
le **samedi 12 septembre** à 14 h 30,
MRES, 23, rue Gosselet
VENTE DE LA PRESSE
le **dimanche 13 septembre** à 11 h,
au marché de Wazemmes,
angle rues J.-Guesde et des Sarrazins

MARSEILLE
VENTE DE LA PRESSE
le **samedi 19 septembre** à 11 h 30,
Marché de la Plaine, place J.-Jaurès
face aux rue Ray et St-Michel

LYON
VENTE DE LA PRESSE
le **jeudi 10 septembre** à 17 h,
Gare de la Part-Dieu (coté Métro)

TOULOUSE
VENTE DE LA PRESSE
le **dimanche 13 septembre** à 11 h
au marché aux Puces (St-Sernin)

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción proletaria
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 – ESPAGNE

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215 – USA

Internacionalismo
Changement d'adresse postale ;
voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale en Grande-Bretagne

Weltrevolution
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

Communist Internationalist
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en Euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)
La décadence du capitalisme
(2,5 + 2,11 / 4)
Les syndicats contre la classe ouvrière
(2,5 + 2,11 / 4)
Nation ou classe (3 + 2,11 / 4)
Le trotskisme contre la classe ouvrière
(4,5 + 2,11 / 4)
Organisation communiste et conscience de classe
(4 + 2,11 / 4)
Guerre du Golfe (2,5 + 2,11 / 4)
L'Etat dans la période de transition
(3 + 2,11 / 4)
La Gauche communiste d'Italie (8 + 3,77 / 6)
La Gauche hollandaise (12 + 3,77 / 6)
La Gauche communiste de France (4 + 2,11 / 4)
L'effondrement du stalinisme (3 + 2,11 / 4)
La Révolution russe (2,5 + 2,11 / 4)
Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988
(2 + 2,11 / 4)
Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière (2 + 2,11 / 4)
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (4,5 + 2,11 / 4)
Comment le PCF est passé au service du capital
(3 + 2,11 / 4)
La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (3 + 2,11 / 4)
Octobre 17 (3 + 2,11 / 4)
Le communisme n'est pas un bel idéal...
... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire (3 + 2,11 / 4)
Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020 • Directeur de la publication : D. Van Celst. • N^{o} de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Résolution sur la situation internationale du XVIIIe congrès du CCI (2e partie)

Les conflits impérialistes

6 La confirmation de la validité du marxisme ne concerne pas seulement la question de la vie économique de la société. Au cœur des mystifications qui s'étaient répandues au début des années 1990 résidait celle de l'ouverture d'une période de paix pour le monde entier. La fin de la Guerre froide, la disparition du bloc de l'Est, présenté en son temps par Reagan comme "l'Empire du mal", étaient censé mettre un terme aux différents conflits militaires à travers lesquels s'était mené l'affrontement entre les deux blocs impérialistes depuis 1947. Face à ce type de mystifications sur la possibilité de paix au sein du capitalisme, le marxisme a toujours souligné l'impossibilité pour les Etats bourgeois de dépasser leurs rivalités économiques et militaires, particulièrement dans la période de décadence. C'est pour cela que, dès janvier 1990, nous pouvions écrire :

"*La disparition du gendarme impérialiste russe, et celle qui va en découler pour le gendarme américain vis-à-vis de ses principaux "partenaires" d'hier, ouvrent la porte au déchaînement de toute une série de rivalités plus locales. Ces rivalités et affrontements ne peuvent pas, à l'heure actuelle, dégénérer en un conflit mondial* (...). *En revanche, du fait de la disparition de la discipline imposée par la présence des blocs, ces conflits risquent d'être plus violents et plus nombreux, en particulier, évidemment, dans les zones où le prolétariat est le plus faible*" (*Revue internationale* no 61, "Après l'effondrement du bloc de l'Est, stabilisation et chaos").

La scène mondiale n'allait pas tarder à confirmer cette analyse, notamment avec la première guerre du Golfe en janvier 1991 et la guerre dans l'ex-Yougoslavie à partir de l'automne de la même année. Depuis, les affrontements sanglants et barbares n'ont pas cessé. On ne peut tous les énumérer mais on peut souligner notamment :

– la poursuite de la guerre dans l'ex-Yougoslavie qui a vu un engagement direct, sous l'égide de l'OTAN, des Etats-Unis et des principales puissances européennes en 1999 ;
– les deux guerres en Tchétchénie ;
– les nombreuses guerres qui n'ont cessé de ravager le continent africain (Rwanda, Somalie, Congo, Soudan, etc.) ;
– les opérations militaires d'Israël contre le Liban et, tout récemment, contre la bande de Gaza ;
– la guerre en Afghanistan de 2001 qui se poursuit encore ;
– la guerre en Irak de 2003 dont les conséquences continuent de peser de façon dramatique sur ce pays, mais aussi sur l'initiateur de cette guerre, la puissance américaine.

Le sens et les implications de la politique de cette puissance ont depuis longtemps été analysés par le CCI :

"*le spectre de la guerre mondiale a cessé de menacer la planète mais, en même temps, on a assisté à un déchaînement des antagonismes impérialistes et des guerres locales avec une implication directe des grandes puissances, à commencer par la première d'entre elles, les Etats-Unis. Il revenait à ce pays, qui s'est investi depuis des décennies du rôle de "gendarme du monde", de poursuivre et renforcer ce rôle face au nouveau "désordre mondial" issu de la fin de la Guerre froide. En réalité, s'il a pris à cœur ce rôle, ce n'est nullement pour contribuer à la stabilité de la planète mais fondamentalement pour tenter de rétablir son leadership sur celle-ci, un leadership sans cesse remis en cause, y compris et notamment par ses anciens alliés, du fait qu'il n'existe plus le ciment fondamental de chacun des blocs impérialistes, la menace d'un bloc adverse. En l'absence définitive de la "menace soviétique", le seul moyen pour la puissance américaine d'imposer sa discipline est de faire étalage de ce qui constitue sa force principale, l'énorme supériorité de sa puissance militaire. Ce faisant, la politique impérialiste des Etats-Unis est devenue un des principaux facteurs de l'instabilité du monde*" (Résolution sur la situation internationale, 17e congrès du CCI, point 7).

7 L'arrivée du démocrate Barak Obama à la tête de la première puissance mondiale a suscité beaucoup d'illusions sur un possible changement d'orientation de la stratégie de celle-ci, un changement permettant l'ouverture d'une "ère de paix". Une des bases de ces illusions provient du fait qu'Obama fut l'un des rares sénateurs américains à voter contre l'intervention militaire en Irak en 2003 et qui, contrairement à son concurrent républicain McCain, s'est engagé pour un retrait de ce pays des forces armées américaines. Cependant, ces illusions ont été rapidement confrontées à la réalité des faits. En particulier, si Obama a prévu de retirer les forces américaines d'Irak, c'est pour pouvoir renforcer leur engagement en Afghanistan et au Pakistan. D'ailleurs, la continuité de la politique militaire des Etats-Unis est bien illustrée par le fait que la nouvelle administration a reconduit dans ses fonctions le secrétaire à la Défense, Gates, nommé par Bush.

En réalité, la nouvelle orientation de la diplomatie américaine ne remet nullement en question le cadre rappelé plus haut. Elle continue d'avoir pour objectif la reconquête du leadership des Etats-Unis sur la planète au moyen de leur supériorité militaire. Ainsi, l'orientation d'Obama en faveur de l'accroissement du rôle de la diplomatie a en grande partie pour but de gagner du temps et donc de reculer le moment d'inévitables interventions impérialistes des forces militaires américaines qui sont, actuellement, trop dispersées et trop épuisées pour mener simultanément des guerres en Irak et en Afghanistan

Cependant, comme le CCI l'a souvent souligné, il existe au sein de la bourgeoisie américaine deux options pour parvenir à ces fins :

– l'option représentée par le Parti démocrate qui essaie d'associer autant que possible d'autres puissances à cette entreprise ;
– l'option majoritaire parmi les républicains consistant à prendre l'initiative des offensives militaires et à l'imposer coûte que coûte aux autres puissances.

La première option fut notamment mise en œuvre à la fin des années 1990 par l'administration Clinton dans l'ex Yougoslavie où cette administration avait réussi à obtenir des principales puissances d'Europe occidentale, notamment l'Allemagne et la France de coopérer et participer aux bombardements de l'OTAN en Serbie pour contraindre ce pays à abandonner le Kosovo.

La seconde option est typiquement celle du déclenchement de la guerre contre l'Irak en 2003 qui s'est faite contre l'opposition très déterminée de l'Allemagne et de la France associées en cette circonstance à la Russie au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Cependant, aucune de ces deux options n'a été en mesure, jusqu'à présent, de renverser le cours de la perte du leadership américain. La politique du "passage en force", qui s'est particulièrement illustrée durant les deux mandats de George Bush fils, a conduit non seulement au chaos irakien, un chaos qui n'est pas près d'être surmonté, mais aussi à un isolement croissant de la diplomatie américaine illustré notamment par le fait que certains pays qui l'avaient soutenue en 2003, tels l'Espagne et l'Italie, ont quitté le navire de l'aventure irakienne en cours de route (sans compter la prise de distance plus discrète du gouvernement de Gordon Brown par rapport au soutien inconditionnel apporté par Tony Blair à cette aventure). De son côté, la politique de "coopération", qui a la faveur des démocrates, ne permet pas réellement de s'assurer une "fidélité" des puissances qu'on essaie d'associer aux entreprises militaires, notamment du fait qu'elle laisse une marge de manœuvre plus importante à ces puissances pour faire valoir leurs propres intérêts.

Aujourd'hui, par exemple, l'administration Obama a décidé d'adopter une politique plus conciliante à l'égard de l'Iran et plus ferme à l'égard d'Israël, deux orientations qui vont dans le sens de la plupart des Etats de l'Union Européenne, notamment l'Allemagne et la France, deux pays qui souhaitent récupérer une partie de l'influence qu'ils ont eue par le passé en Iran et en Irak. Cela dit, cette orientation ne permettra pas d'empêcher que se maintiennent des conflits d'intérêt majeurs entre ces deux pays et les Etats-Unis notamment dans la sphère Est-européenne (où l'Allemagne essaie de préserver des rapports "privilégiés" avec la Russie) ou africaine (où les deux factions qui mettent à feu et à sang le Congo ont le soutien respectif de la France et des Etats-Unis).

Plus généralement, la disparition de la division du monde en deux grands blocs impérialistes rivaux a ouvert la porte à l'émergence des ambitions d'impérialismes de second plan qui constituent de nouveaux protagonistes de la déstabilisation de la situation internationale. Il en est ainsi, par exemple de l'Iran qui vise à conquérir une position dominante au Moyen-Orient sous le drapeau de la "résistance" au "Grand Satan" américain et du combat contre Israël. Avec des moyens bien plus considérables, la Chine vise à étendre son influence sur d'autres continents, particulièrement en Afrique où sa présence économique croissante vise à asseoir dans cette région du monde une présence diplomatique et militaire comme c'est déjà le cas dans la guerre au Soudan.

Ainsi, la perspective qui se présente à la planète après l'élection d'Obama à la tête de la première puissance mondiale n'est pas fondamentalement différente de la situation qui a prévalu jusqu'à présent : poursuite des affrontements entre puissances de premier ou second plan, continuation de la barbarie guerrière avec des conséquences toujours plus tragiques (famines, épidémies, déplacements massifs) pour les populations habitant dans les zones en dispute. Il faut même s'attendre à ce que l'instabilité que va provoquer l'aggravation considérable de la crise dans toute une série de pays de la périphérie ne vienne alimenter une

(suite page 5)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-" communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.